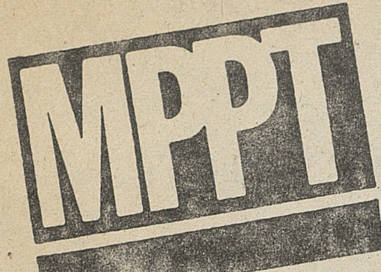


LISTE DU MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

ELUS en 1981 contre le pouvoir antisocial et antidémocratique des capitalistes, les députés PS et PCF ont violé le mandat majoritaire que vous leur avez confié. La droite talonnée par l'extrême-droite peut se permettre aujourd'hui de prétendre reprendre le pouvoir.

Trois millions de chômeurs : leur nombre a doublé depuis 1981. Baisse du pouvoir d'achat des travailleurs salariés. Baisse des revenus des petits agriculteurs. Règlements judiciaires, mises en liquidation qui frappent en cascade les artisans et les petits commerçants, victimes indirectes des restructurations et des redéploiements.

Voilà le triste bilan de la politique d'austérité qui, au nom d'un « socialisme » de pacotille, a été imposée au pays en 1982 par Jacques Delors et le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman.

Les dirigeants du PCF qui, pour des raisons d'alignement international, ont quitté en juillet 1984 le gouvernement, ne disent pas davantage la vérité : ils veulent aujourd'hui, en conduisant une politique de division, faire oublier qu'ils ont soutenu et cautionné les plans d'austérité, comme ministres et députés, au même titre que les dirigeants du PS.

Nous, militants de toutes origines du mouvement ouvrier et démocratique, syndicalistes, jeunes, avons décidé de vous appeler à reconstituer **une nouvelle représentation populaire et ouvrière, un authentique parti ouvrier indépendant, un rassemblement démocratique des travailleurs,** en constituant le **Mouvement pour un parti des travailleurs.** C'est pourquoi nous présentons à vos suffrages des listes de notre Mouvement dans toute la France.

DEFENDRE LES ACQUIS SOCIAUX

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter contre la remise en cause des acquis sociaux en matière de durée du travail, de repos hebdomadaire, de congés, contre le démantèlement du Code du travail, contre la flexibilité réclamée par le CNPF, contre les TUC et pour un véritable emploi pour les jeunes. Nous vous disons : **n'attendez quelque chose de valable que de vous-mêmes et de l'unité :** les intérêts des capitalistes et les vôtres sont diamétralement opposés.

Le MPPT défendra la Sécurité sociale, les régimes de retraites, ainsi que les mutuelles. Le MPPT exige l'abrogation des lois antilaïques et de toutes les mesures prises par Savary-Chevènement qui livrent l'école publique de plus en plus démantelée aux groupes de pression les plus divers, qu'ils soient politiques ou religieux.

Le MPPT dénonce la politique de baisse des revenus agricoles, l'institution des quotas laitiers et toutes les mesures contre les petits et moyens paysans, décidées à Bruxelles par tous les gouvernements du Marché commun, qui, alors qu'il serait possible de construire une véritable Europe, s'attaquent à la paysannerie, à la sidérurgie, aux mines, au textile... Le MPPT exige la garantie d'un revenu décent pour tous les paysans, tous les travailleurs.

Le MPPT dénonce la décentralisation et les atteintes portées au statut de la fonction publique, qui remettent en cause à la fois les droits et garanties des fonctionnaires et l'égalité des citoyens devant le service public.

Le MPPT revendique le respect et l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés qui, comme les travailleurs français, supportent les mêmes méfaits de la crise capitaliste.

POUR LA DEMOCRATIE

Malgré les artifices trompeurs des indices manipulés, la majorité d'aujourd'hui et celle d'hier, soucieuses de cohabiter, n'en finissent pas de louer les vertus de la rigueur. Mitterrand, qui dénonçait naguère la Constitution gaulliste, l'utilise depuis 1981, avec ses institutions antidémocratiques taillées sur mesure, contre les intérêts populaires. Le pays, avec ces institutions antidémocratiques, s'enfonce dans la crise politique.

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter pour une véritable démocratie, barrage à toutes les aventures totalitaires. Ils dénoncent en particulier toutes les tentatives d'aliéner l'indépendance des organisations syndicales ; le fonctionnement de la démocratie, **dont le contenu sera défini par le peuple souverain,** nécessite une séparation des pouvoirs. Quelle que soit la forme de l'Etat, l'indépendance réciproque des partis politiques et des syndicats est la condition fondamentale de toute avancée réelle vers le socialisme.

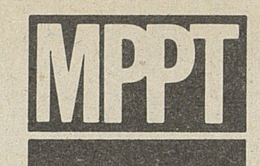
Alors, vous qui voulez que les choses changent, vous avez les moyens, par votre unité, d'affirmer votre volonté de faire respecter vous-mêmes le mandat du peuple.

VOTEZ, FAITES VOTER POUR LES CANDIDATS DU MPPT

La campagne électorale du MPPT a été financée intégralement par la seule contribution militante et la diffusion de son hebdomadaire *Informations ouvrières*.

MPPT, 35, boulevard de Strasbourg 75010 Paris Tél. : (1) 48 24 07 57

ÉLECTION DES DÉPUTÉS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE 16 MARS 1986

LISTE DU  MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

TERRITOIRE DE BELFORT

Denis Didier (28 ans, ouvrier d'usine)

La section de Belfort du Mouvement pour un parti des travailleurs présente une liste aux suffrages des électeurs pour que les travailleurs soient représentés.

QUI SOMMES-NOUS ? POURQUOI ?

Denis Didier, ouvrier P1 à l'Alsthom : « La baisse du taux d'inflation serait, selon le gouvernement, le principal "succès" de la politique de "rigueur" mise en œuvre depuis 1982.

A l'Alsthom, deux chiffres pour cette période :
- Perte de pouvoir d'achat : 10,67 % (par rapport à l'indice officiel des prix).
- Hausse des profits financiers : 60,39 % pour les actions Alsthom, cotées en Bourse.

L'Alsthom, c'est aussi :
- 1 000 emplois supprimés en deux ans dans cette entreprise nationalisée.
- La « flexibilité » s'appliquant grâce à l'ordonnance de 1982 et aux lois Auroux. La loi Delebarre veut la généraliser à tous les salariés et remettra en cause l'emploi.

Ouvrier, je ne peux accepter cette frénésie anti-ouvrière. Voilà pourquoi je suis candidat. »

Alfredo De Poli, professeur d'italien au lycée Roosevelt : « Comme enseignant, je suis attaché à la défense de l'école publique et laïque. Sur ce point, la majorité PS-PCF avait pris des engagements.

Qu'en est-il ?
- 9 000 classes supprimées dans le primaire en une année !
- Des milliers d'heures de cours supprimées ou non assurées faute de moyens dans le secondaire. La réforme des lycées de M. Chevènement amputera encore davantage les enseignements en mathématiques, langues vivantes, biologie, physique...
- La loi Carraz, dans l'enseignement technique, aboutira à terme à la disparition du CAP et à la suppression de 200 000 places.
- Les décrets Chevènement, par le biais des conseils d'école et de la décentralisation, placeront les établissements scolaires sous la férule des potentats locaux et du patronat. »

Daniel Ardeven, chômeur en fin de droits : « Je perçois 1 900 F par mois. On me prélève dessus 300 F pour les impôts locaux de 1983.
Il n'y a pas d'argent pour les chômeurs, les hôpitaux, les écoles, les services publics... Or le conseil général, présidé par M. Proust, a décidé de subventionner Peugeot pour détourner l'Allan, qui traverse l'usine de Sochaux.
Au même moment, Peugeot annonce 5 000 suppressions d'emplois supplémentaires.
Chômeurs, nous ne voulons pas de la charité. Nous voulons du travail pour tous, nous voulons vivre dignement ! »

Yvonne Paris, mère de famille : « Comme de nombreux travailleurs dans le département, victimes du chômage ou de la maladie, je connais les menaces d'expulsion dans les HLM, les menaces de saisie, quand ce ne sont pas les coupures de gaz et d'électricité, qui frappent les familles les plus démunies.

Pour ce qui est de la santé, le budget global (mis en place par l'ex-ministre PCF Jack Ralite) conduit les hôpitaux, comme à Belfort, à renvoyer les malades chez eux, une fois le budget alloué épuisé. De même, le forfait journalier de 23 F fait peser sur les familles des charges supplémentaires.
Les seules perspectives laissées à nos enfants sont les TUC à 1 200 F par mois, ou les « classes préparatoires à l'apprentissage ». Autrement dit, le travail gratuit.
Avec le MPPT, par deux fois, nous avons manifesté à la préfecture pour défendre notre droit à l'existence et notre dignité ainsi piétinés.
Mère de famille, je refuse cette politique de droite, anti-ouvrière ! »
En serions-nous là si la majorité PS-PCF avait voté des lois de protection sociale ? Pourtant, toutes les conditions étaient réunies pour le faire...

Face à la trahison du mandat confié au PS et au PCF en 1981,
pour que les travailleurs soient représentés
par un authentique parti ouvrier, honnête et loyal,
VOTEZ POUR LA LISTE MPPT CONDUITE
PAR DENIS DIDIER, OUVRIER D'USINE

Denis DIDIER, 28 ans, ouvrier d'usine
Alfredo de POLI, 39 ans, enseignant
Daniel ARDEVEN, 37 ans, chômeur
Yvonne Paris, 46 ans, sans profession

Attention : ceci n'est pas un bulletin de vote. Les bulletins vous seront fournis au bureau de vote.

Imp PIE 75

Vu les candidats.